



18 | 20
MARS | 14

POUR ALLER PLUS LOIN

IFRS 4 PHASE 2

COMPRENDRE ET ANALYSER LES PRINCIPES
ET RÉSULTATS DU « RE-EXPOSURE DRAFT 2013 »

2 Grandes étapes du projet IFRS 4

- Rappel synthétique de la phase 1 du projet
- De la phase 1 à la phase 2 : en route vers une norme définitive ?
- Synthèse

6 Focus sur les éléments clés de l'ED 2013

- Ajustement de la marge de service contractuelle
- Comptabilisation des effets des variations de taux d'intérêt en réserve OCI
- *Mirroring Approach* et contrats participatifs
- Une nouvelle présentation de l'état de résultat global

11 Impacts et enjeux de la norme

- Conséquences de l'application de la norme IFRS 4 Phase 2
- La communication multi-normes : un enjeu majeur pour les compagnies
- Impact sur les modèles et processus d'établissement des comptes

13 Conclusion

Depuis près de 15 ans, l'IASB et les différents acteurs du secteur de l'assurance travaillent à la mise en place d'un cadre comptable international propre aux contrats d'assurance. C'est dans cette dynamique que le projet IFRS 4 est relancé avec la publication d'un nouvel exposé-sondage en juin 2013.

Pour en comprendre les enjeux et impacts dans l'activité des organismes d'assurance, Optimind Winter a présenté, à l'occasion de ce petit déjeuner conférence, les différentes étapes de ce projet en analysant les résultats des différentes consultations successives.

Rétrospective de la présentation de cet événement.



Les intervenants



Thierry Bordi

actuaire consultant senior
practice leader Normes et Réglementation



Gildas Robert

directeur métier Actuariat Conseil

1

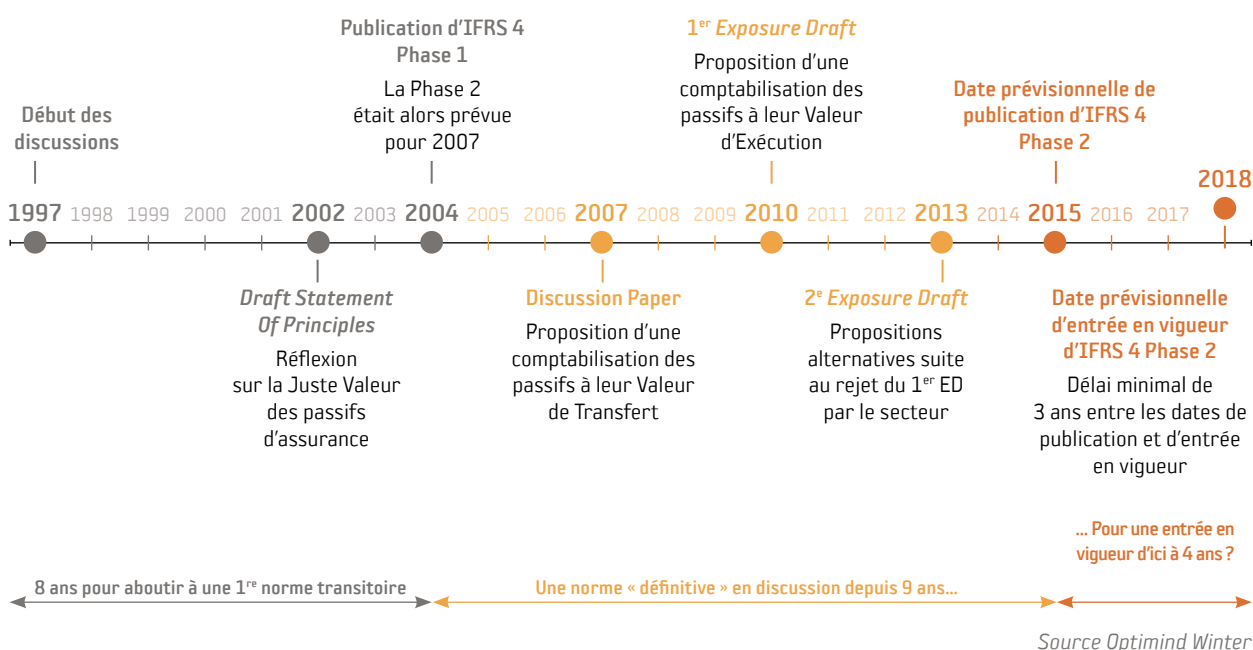
Grandes étapes du projet IFRS 4

Objectifs et calendrier d'IFRS 4

L'IASB a décidé de consacrer une norme spécifique aux contrats d'assurance afin de refléter au mieux la réalité économique de l'activité d'assurance tout en conservant la cohérence d'ensemble du référentiel IFRS. L'objectif est l'évaluation des passifs

d'assurance à la juste valeur qui repose sur une vision prospective des engagements de l'assureur, révolutionnant ainsi les méthodes actuarielles et comptables actuelles.

La norme IFRS 4 sur les contrats d'assurance : un projet au long court !



Rappel synthétique de la Phase 1 du projet

1. Publication :

- Adoptée par l'UE le 29 décembre 2004 et en application depuis l'exercice 2005.

2. Champs d'application

- IFRS 4 s'appliquant aux contrats d'assurance, la norme propose une définition de ces contrats : « Un contrat selon lequel une partie (l'assureur) accepte un risque d'assurance significatif d'une

autre partie (le titulaire de la police) en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié (l'évènement assuré) affecte de façon défavorable le titulaire de la police ».

- Le périmètre d'application et la classification des contrats d'assurance retenus sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Catégorie	Valorisation
Contrats d'assurance (Prévoyance, Retraite, dommages aux biens, UC avec garantie plancher...)	IFRS4
Contrat d'investissement avec PB discrétionnaire (y compris contrats multisupports avec supports en euros)	IAS 39 rattaché à IFRS 4
Contrat d'investissement sans PB discrétionnaire (contrats UC sans support en euros et sans garantie plancher)	IAS 39

3. Modalités de comptabilisation

- Comptabilisation selon les normes comptables locales avec certains retraitements

4. Principaux retraitements appliqués aux normes françaises pour converger

- **Suppression des mécanismes de lissage** des résultats pour faire apparaître la réalité économique (substance over form).
- Contrats à participation aux bénéfices discrétionnaire : **comptabilité reflet** ou shadow accounting. Ce mécanisme permet de réduire le *mismatch* comptable (*Actifs à la juste valeur sous IAS 39 et Passifs au coût historique ou amorti sous IFRS 4*). Il repose sur la comptabilisation d'une PB différée et d'une réserve OCI complémentaire en contrepartie de la plus ou moins-value latente

constatée à l'Actif.

- Test de suffisance du passif ou *Liability Adequacy Test*, LAT : il permet de s'assurer que les passifs d'assurance n'ont pas été sous-évalués dans le cadre du processus de maintien des approches comptables existantes.

IFRS 4 Phase 1, une solution temporaire

L'objectif de l'IFRS 4 Phase 1 est de combler un vide dans le corpus IFRS. Un défaut majeur a été identifié : cette norme ne permet pas la comparabilité des états financiers des assureurs à l'échelle internationale du fait de la reconduite des normes locales.

De la phase 1 à la phase 2 : en route vers une norme définitive ?**Des mesures actualisées au fil des discussions**

Discussion Paper 2007	Exposure Draft 2010	Exposure Draft 2013
Champs d'application		
Contrats d'assurance Vie et Non Vie Contrats de réassurance détenus Contrats d'investissement	Périmètre reconduit dans l'Exposure Draft Néanmoins, des retours du secteur mitigés sur : <ul style="list-style-type: none"> • Les contrats à garanties financières. • Les contrats de service à tarif forfaitaire. 	Périmètre reconduit avec des amendements : <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des contrats d'investissement avec PB discrétionnaire uniquement si la compagnie vend des contrats d'assurance. • Exclusion des contrats de service à tarif forfaitaire. • Exclusion des contrats de garanties financières.
Période de couverture		
Reconnaissance des passifs dès que l'assureur devient partie au contrat	Comptabilisation au plus tôt des 2 dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Date de signature de l'engagement contractuel. • Date de début d'exposition au risque. 	Comptabilisation au plus tôt des 3 dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Date de début de la période de couverture. • Date de premier paiement de la prime. • Date à laquelle le portefeuille devient déficitaire. Exception pour les contrats à PB discrétionnaire
Méthode d'évaluation		
Current Exit Value (Valeur de transfert) Opposition forte du secteur car il n'existe pas de marché sur lequel les engagements des assureurs sont échangeables.	Proposition alternative de l'IASB à la Current Exit Value Current Fulfilment Value (Valeur de réalisation)	Current Fulfilment Value (Valeur de réalisation)
Unbundling (Dissociation)		
Dispositions de la Phase 1 reconduites	Dispositions de dissociation modifiées Simplification de l'arbre de décision (notion d'interdépendance avec la couverture d'assurance)	Maintien des dispositions de l'ED 2010 avec des précisions sur l'arbre de décision

Source Optimind Winter

Nouvelle mesure du Passif d'assurance : Building Blocks Approach (BBA)

La proposition d'un modèle unique pour tous les contrats d'assurance constitue la principale avancée de la phase 2 du projet.

Phase 1	Discussion Paper 2007	Exposure Draft 2010	Exposure Draft 2013
Vie			
Capitaux Propres		Capitaux Propres	
Réserve OCI (PMVL)	Marge de service (potentielle) *	Marge résiduelle	Marge sur services contractuels *
PB Différée			
Provisions Mathématiques		Ajustement pour risque	
Non Vie			
Capitaux Propres		Valeur temps de l'argent	
PPNA			
PSAP		Estimation à jour de flux de trésorerie futurs	
* Profit à la souscription			
	Marge de Service Ou Reconnaissance en P&L (Vision controversée)	Marge résiduelle Annulation de tout gain à la souscription Bloquée à l'origine et amortie en P&L	Marge sur services Contractuels Annulation de tout gain à la souscription Élément compensateur des écarts d'évaluation sur flux futurs

Source Optimind Winter

Les hypothèses et les principes qui vont orienter l'évaluation des passifs d'assurance ont été discutés et actualisés tout au long de la seconde phase du projet.

	Discussion Paper 2007	Exposure Draft 2010	Exposure Draft 2013
Mesure du Passif (Building Blocks Approach)	Best Estimate Avis défavorable du secteur sur l'exclusion des flux de PB discrétionnaire et la comptabilisation en OCI jugée incohérente : => Pas de notion de frontière du contrat.	Intégration des flux de PB discrétionnaire dans les <i>cash flows</i> Avis favorable mais prise en compte des coûts d'acquisition au niveau portefeuille et non au niveau contrat : => Prise en compte d'une frontière du contrat.	<ul style="list-style-type: none"> • Distinction des garanties et options. • Intégration des coûts d'acquisition au niveau portefeuille.
	Actualisation (Valeur temps de l'argent) Manque d'instruction dans la détermination du taux d'actualisation.	Taux sans risque ajusté d'une prime d'illiquidité Manque de guidance sur : <ul style="list-style-type: none"> • Le calcul de la prime d'illiquidité. • Les caractéristiques du Passif et/ou de l'Actif (contrats participatifs). 	Deux méthodes pour déterminer le taux d'actualisation : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Top Down</i>. • <i>Bottom Up</i>.
	Marge pour risque Manque d'instruction dans les méthodes à mettre en place.	3 méthodes proposées : VaR, TVaR ou CoC & Publication du niveau de VaR correspondant Préférence pour un ensemble de principes de calcul plutôt que de méthodes imposées.	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune méthode prescrite. • Confirmation de la nécessité de produire le niveau de confiance correspondant. • Intégration de l'effet de diversification.
			Exception (contrats participatifs) Proposition d'une approche miroir (Mirroring Approach) afin de tenir compte de la dépendance entre les flux de passif et les rendements de l'actif. Distinction entre les flux selon leur degré de dépendance

Source Optimind Winter

Les dispositions de transition

Alors que le *Discussion Paper* de 2007 ne prévoyait aucune disposition particulière à appliquer lors du passage à la nouvelle norme IFRS 4, l'*Exposure Draft* de 2010 impose que lors de la clôture de transition, l'assureur doit notamment :

- Évaluer l'ensemble de ses portefeuilles à la

valeur actuelle des flux de trésorerie d'exécution ajustée d'une marge pour risque.

- Considérer une marge résiduelle nulle pour les contrats en cours au moment de la transition vers la phase 2 du projet (tant lors de la première application que pour les clôtures ultérieures).
- Sur option, procéder au changement de désignation



d'actifs financiers initialement comptabilisés au coût amorti comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela réduit un *mismatch* comptable.

L'effet de la transition est enregistrée par capitaux propres, soit la différence entre le passif en phase 1 et le passif en phase 2 et les immobilisations incorporelles.

La principale évolution apportée par l'*Exposure Draft* de 2013 réside dans la possibilité d'appliquer de façon rétroactive la nouvelle norme pour mesurer les passifs d'assurance à la date de transition. Cela implique donc la détermination d'une marge sur services contractuels qui marque une vraie rupture avec l'ED de 2010. Les assureurs gagnent alors en comparabilité quant aux contrats en portefeuille à la date de transition et les futurs contrats souscrits.

Impacts des variations de Passif

Lors des deux premières consultations du marché, l'IASB considérait que toute variation des différents blocs qui constituent le Passif d'assurance, devait être constatée en P&L et ainsi impacter le résultat net.

Ces dispositions induisent de fait une volatilité accrue du résultat et un frein à la bonne appréciation de la performance réelle de l'activité de l'assureur.

Pour répondre à ces critiques, l'IASB nuance sa position lors de la consultation de 2013 et propose deux nouveaux mécanismes :

- La solution OCI qui consiste à constater l'impact des variations de taux d'actualisation dans les autres éléments du résultat global (OCI).
- La compensation par le biais de la marge sur services contractuels des écarts d'évaluation sur flux futurs générés par la réévaluation à chaque date d'arrêt du *Best Estimate*.

Nouvelle présentation du compte de résultat : quelle mesure de la performance ?

La phase 2 du projet s'interroge aussi sur la meilleure méthode pour présenter les différents

éléments qui permettront aux utilisateurs des états financiers de bien apprécier l'activité de l'assureur et sa performance.

Alors que le *Discussion Paper* de 2007 ne prévoyait aucune disposition particulière, l'ED de 2010 propose une présentation du compte de résultat selon une approche par les marges permettant de faire un lien direct entre les blocs constituant le passif d'assurance et les différents facteurs de performance.

Pour répondre aux observations du marché selon lesquelles les grands indicateurs de volume (primes perçues, sinistres réglés...) sont relégués dans les annexes, l'IASB propose une nouvelle présentation plus traditionnelle :

2010 – P&L par les marges

Variation de l'ajustement pour risque
Amortissement de la marge résiduelle
Gains et Pertes initiaux
Frais d'acquisition non marginaux
Écart d'expérience et Changement d'estimation :
• Changement d'estimation sur les flux et le taux d'actualisation.
• Variation flux réels / flux estimés.
= Marge de souscription
Produits financiers - Intérêts sur les Passifs
= Marge financière
= Profit ou Perte (P&L / Marge condensée)

2013 – vers une approche plus traditionnelle

Résultat de souscription
+ Insurance contract Revenue
- Sinistres réglés & Frais
Résultat financier
+ Produits financiers
- Intérêts sur les Passifs
= Profit ou Perte
Autres éléments du résultat global
(Variation de la réserve OCI)
= Résultat Global

En synthèse

La phase 1 d'IFRS 4 a toujours été considérée comme une norme transitoire, compromis à minima et temporaire résultant du constat fait par l'IASB au début des années 2000 sur l'impossibilité d'obtenir un consensus à court terme sur l'évaluation à la Juste Valeur des passifs d'assurance.

Après 2 publications fortement décriées par le secteur – ie le *Discussion Paper* de 2007 et l'*Exposure Draft* de 2010 - l'IASB a amendé ses propositions et a publié un nouvel *Exposure Draft* en juin 2013.

Ce dernier *Exposure Draft*, qui bénéficie des avancées opérées par Solvabilité II, tant sur le principe que

sur la mise en œuvre d'outils et de méthodes de comptabilisation des passifs d'assurance en Juste Valeur, a reçu un accueil plus favorable que ses prédécesseurs.

La nouvelle consultation s'articule autour de 5 points :

- l'ajustement de la Marge sur services contractuels,
- la *Mirroring Approach*,
- la charge d'intérêt en résultat net & Solution OCI,
- la nouvelle présentation du compte de résultat,
- les dispositions de transition.

Focus sur les éléments clés de l'ED 2013

2



Ajustement de la marge sur services contractuels

Modalités de déblocage de la marge sur services contractuels (MSC)

L'objectif initial permettant d'annuler tout gain à la souscription est conservé. Il permet de représenter le profit attendu au-delà de la marge pour risque. On constate la perte en P&L en cas de contrat déficitaire (ou contrat onéreux).

La MSC peut désormais être utilisée comme élément de compensation des écarts d'estimation de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie :

La MSC peut désormais être utilisée comme élément de compensation des écarts d'estimation de la valeur actualisées des flux futurs de trésorerie liés à des périodes de couverture futures. La marge sur services contractuels est donc réévaluée à chaque date de clôture. Elle permet donc de mieux refléter la profitabilité future du contrat, en cohérence avec une vision économique - *Best Estimate*.

Les dispositions à prendre en considération lors de la réévaluation sont les suivantes :

- La MSC initiale est retraitée des éléments suivants :
 - L'intérêt accumulé sur la période de présentation au taux d'actualisation en cours lors de la souscription du contrat (+).
 - L'amortissement de la marge initiale relatif aux services fournis pendant la période (-).
 - Tout écart entre les estimations actuelles et antérieures de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs s'ils sont liés à la couverture future ou à des sinistres futurs (+/-).
- Les retraitements sont possibles dans la mesure où la MSC reste positive ou nulle.
- Les variations des flux de trésorerie futurs correspondant à des sinistres déjà ouverts au moment de l'établissement des comptes sont à constater directement en résultat net.

Écoutez l'exemple de notre expert

Utilisation comme élément de compensation des écarts d'estimation de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie

“ *Le mécanisme de réévaluation de la marge sur services contractuels s'articule autour de 3 étapes...* ”

Synthèse des principaux retours du marché

La proposition de débloquer la MSC pour absorber les changements d'estimation des flux futurs a été bien accueillie par la plupart des acteurs du marché. Elle apporte une meilleure appréciation de la profitabilité future du contrat et permet la comptabilisation d'intérêts sur la période, cohérente avec les principes de reconnaissance des revenus.

Cependant, des réserves ont été apportées et des alternatives proposées :

- Prise en compte des intérêts générés par la MSC au taux initial pour les arrêts suivants :

- Application du taux utilisé pour déterminer le montant d'intérêts constaté en résultat relatif au *Best Estimate*.
- Le périmètre des éléments permettant un ajustement de la MSC est trop restrictif :
 - Ouvrir les champs des éléments dont les variations peuvent être compensées par la MSC.
 - Impacter la MSC des variations de la marge pour risque imputée à des périodes de couverture futures.

Comptabilisation des effets des variations de taux d'intérêt en réserve OCI

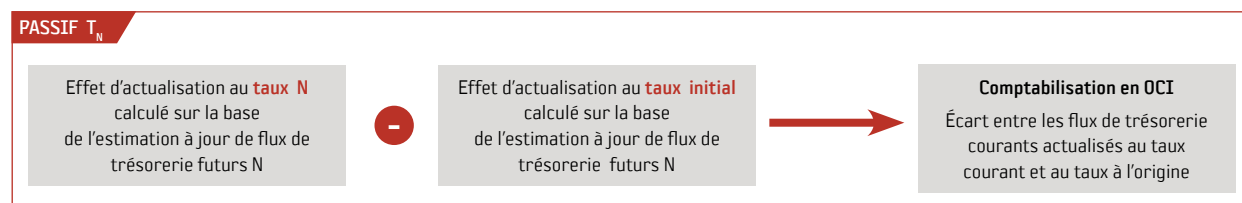
L'objectif est de distinguer la performance de la politique de souscription des variations des taux d'actualisation (exogènes) :

- Comptabilisation en résultat net de la charge d'intérêt calculée sur la base du coût amorti.
- Comptabilisation en réserve OCI de l'écart entre la valeur comptable du contrat calculée sur la

base des taux d'actualisation initiaux et la valeur comptable du contrat évalué au moyen des taux d'actualisation courant à la date d'arrêt.

Seul l'effet du changement de taux d'actualisation est à comptabiliser en OCI.

Application dans les cas où les § 33/34 ne s'appliquent pas, hors contrats entrant dans le champ d'application de la *Mirroring Approach* :



Source Optimind Winter

Ces montants sont ensuite recyclés en résultat net sur la durée de vie du contrat ou en cas de décomptabilisation.

Dans le cas des contrats participatifs, la valeur temps des options et garanties fait l'objet d'un traitement particulier : les variations sont constatées directement en résultat net.

Synthèse des principaux retours du marché

Les retours du marché sont globalement mitigés malgré des points de satisfaction exprimés concernant la réduction de la volatilité à court terme pour des contrats à durée longue, l'identification de variations de marché de tendance long terme, et l'amélioration de la transparence du résultat de souscription.

Cependant, des limites ont été identifiées par le marché, notamment concernant la complexité de

traitement, quant à la nécessité de conserver un grand nombre de taux d'intérêts initiaux ou de fractionner des lignes de produits en portefeuille par date de souscription.

Un risque de *mismatch* comptable (IFRS 4 / IFRS 9) a également été signalé. Même si la modification du projet de norme IFRS 9 concernant l'ajout d'une catégorie d'instruments financiers comptabilisés en juste valeur par OCI a été bien accueillie, la norme n'ouvre la possibilité de choisir la catégorie FV OCI qu'aux instruments de dette. Une des solutions possible consisterait à ouvrir cette option aux autres actifs.

Des alternatives sont cependant proposées pour rendre optionnelle la comptabilisation de l'impact de la variation de taux d'actualisation en OCI.

Mirroring Approach et contrats participatifs

L'objectif est de matérialiser et d'intégrer dans le calcul des passifs d'assurance, la corrélation entre les flux de trésorerie et les rendements des actifs pour réduire le *mismatch* comptable possible. Il constitue une exception au traitement par OCI et à la *Building Bloks Approach*.

Concernant le traitement des *cash flows*, dans la mesure des contrats participatifs (§ 33 / 34) en cas de lien entre les sommes versées au bénéficiaire et le rendement des actifs sous-jacents, l'assureur doit séparer les *cash flows* projetés en deux catégories :

- Les flux de trésorerie, qui varient directement en fonction du rendement des actifs sous-jacents seront pleinement concernés par la *Mirroring Approach*. Leur évaluation se fait sur la base de la valeur comptable des éléments sous-jacents et le même traitement comptable que leurs actifs correspondants doit leur être appliqué.

- Les autres flux de trésorerie, dont les passifs correspondants seront mesurés conformément à la méthode *Building Blocks*.

Les impacts sur l'état de résultat global différents selon la catégorie de *cash flows* :

Lien avec les rendements des actifs sous-jacents	Comptabilisation
Direct	P&L ou OCI (fonction de la classification de l'actif sous-jacent)
Indirect	P&L
Indépendant	P&L OCI (variation du taux d'actualisation)



Présentation synthétique du traitement des *cash flows* dans la mesure des contrats participatifs

Décomposition des flux

Lien direct : la participation

Participation JV par OCI

Cash flows liés aux actifs FV par OCI

=> Sur la base de la valeur comptable des actifs FV par OCI sous-jacents

Participation JV par P&L

Cash flows liés aux actifs FV par P&L

=> Sur la base de la valeur comptable des actifs FV par P&L sous-jacents

Participation Coût amorti

Cash flows liés aux actifs au coût amorti

=> Sur la base de la valeur comptable des actifs au coût amorti sous-jacent

Lien indirect

Options et garanties

=> Variation du taux en P&L

Autres flux (non dépendants du rendement d'actifs)

Flux de trésorerie futurs hors participation

Évalués selon la méthode général de *Buiding Bloks Approach*

Source Optimind Winter

Synthèse des principaux retours du marché

Cette proposition a suscité de vives réactions, notamment de la part des groupes ayant mené le test grandeur nature proposé par l'EFRAG, *European Financial Reporting Advisory Group*.

Les principales critiques concernent le périmètre trop restrictif, qui se limite aux contrats pour lesquels le lien entre les flux de trésorerie et les rendements des actifs sous-jacents sont explicitement exprimés mais aussi la trop grande complexité quant aux mécanismes à mettre en place dans les processus d'établissement des comptes. La décomposition des flux, selon le degré de dépendance aux variations du rendement des actifs sous-jacents, est jugée trop complexe et arbitraire. On note également la divergence avec les pratiques actuarielles françaises de valorisation des contrats participatifs et l'incohérence avec la réalité économique de cette catégorie

de contrat qui est un frein à la bonne représentation de la performance de l'assureur.

Plusieurs alternatives sont proposées :

- Appliquer la *Buiding Bloks Approach* et modifier la comptabilisation des actifs en conséquence afin de réduire le mismatch comptable potentiel.
- Adopter un modèle unique pour tous les contrats participatifs reposant notamment sur l'utilisation d'une courbe des taux d'actualisation déterminée à partir des rendements des actifs en portefeuille, l'application du principe *Fully Unlocked Contractual Service Margin* (notamment impacter la MSC des variations du rendement des actifs sous-jacents) et impacter sur la réserve OCI les variations de valorisation des options et garanties dues au changement de taux (cohérence avec le traitement effectué pour les autres flux de trésorerie entrant dans le calcul du *Best Estimate*).

Nouvelle présentation de l'état de résultat global

Un retour à une présentation plus classique du compte de résultat

Donner un ensemble d'informations plus pertinentes pour les utilisateurs des états financiers et faire en sorte que les états financiers d'un assureur soient comparables à ceux d'une autre industrie.

Le schéma ci-dessous reprend les demandes exprimées lors de la consultation de 2010 en réintégrant des indicateurs de volumes dans la présentation du compte de résultat : produits des activités ordinaires et charges.

- Revenus des contrats d'assurance, *Insurance Contract Revenue (Approche Earned Premium*

Revenue), qui comprend notamment :

- la dernière estimation des sinistres attendus sur la période en cours,
- l'amortissement de la MSC,
- la variation de la marge pour risque.
- Sinistres et frais réels comptabilisés lors de leur survenance.

Ces produits et charges s'entendent hors fraction relative à une composante de placement qui correspond au montant que l'entité est tenue de rembourser même si l'évènement assuré ne se produit pas. Celle-ci est comptabilisée conformément à IFRS 9.



Résultat de souscription

Revenus des contrats d'assurance (hors composante investissement) :

- Prestations versées et Frais.
- Amortissement des coûts d'acquisition.
- Gains et pertes initiales.

Résultat financier

Produits financiers.
Intérêts sur les passifs.

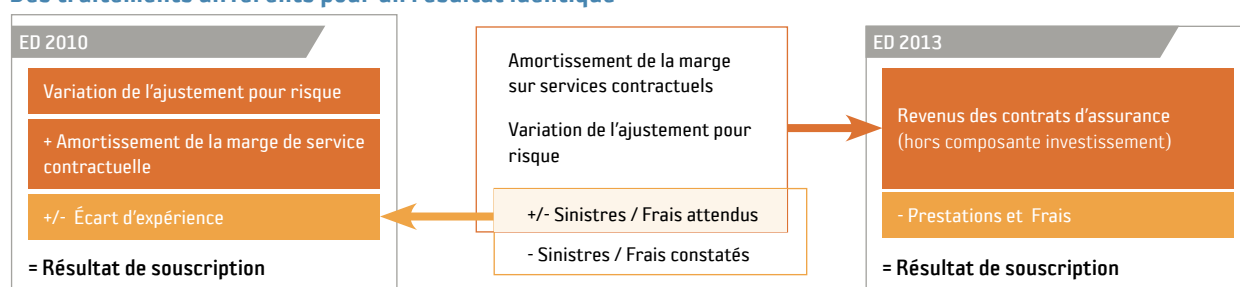
= Profit ou Perte (P&L)

Autres éléments du résultat global (OCI) :

Effet de la variation du taux d'actualisation.

= Résultat global

Des traitements différents pour un résultat identique



Source IFRS.org

Analyse de la performance de l'assureur

Dans son objectif de réduire la volatilité du résultat, l'IASB a complexifié l'analyse du résultat de la compagnie. En effet, les variations de chaque bloc qui constitue le passif d'assurance ne vont pas impacter les mêmes postes du compte de résultat :

- Le résultat de souscription sera impacté de l'amortissement de la MSC sur la base des services rendus, de la variation de la marge pour risque ainsi que la variation des flux liés aux services passés intégrant le *Best Estimate* (les variations liés aux périodes futures étant compensées par le biais de la MSC).
- Le résultat financier comprend l'effet de désactualisation des flux d'exécution qui correspond aux intérêts intégrés au *Best Estimate*.
- La réserve OCI permet quant à elle de compenser les effets dus au changement de taux d'actualisation.

Synthèse des principaux retours du marché

De manière générale, les assureurs considèrent que cette proposition permet de fournir des informations intéressantes concernant les assureurs Non-Vie ou mixte mais est moins bien adaptée aux assureurs Vie.

Comparaison avec d'autres industries facilitée

Une présentation unique pour les activités Vie, Non-Vie et non assurantielles apparaît comme une amélioration notamment pour les banque/assureurs.

Un des objectifs de l'IASB était aussi d'accroître la comparabilité des assureurs aux autres industries. Cependant, cela n'est pas ressenti comme étant une priorité, les investisseurs comparant principalement les assureurs entre eux.

Le concept de l'*Insurance Contract Revenue*, est trop radical, les besoins de formation sont potentiellement trop importants. De plus, le montant des primes perçues (relégué aux annexes) n'est toujours pas intégré dans l'état de résultat global, information pourtant nécessaire pour les investisseurs afin d'apprécier le niveau de l'activité de l'assureur et les intégrer dans les annexes.

L'exclusion des paiements relatifs aux composants dépôts effectués est vivement critiquée.

L'alternative proposée serait de revenir à une présentation par les marges (ED 2010) qui permettrait de faire un lien direct entre la mise en œuvre du modèle (*Building Blocs*) et les indicateurs de performance de l'assureur. Les utilisateurs continueront ainsi à demander les niveaux de primes perçues et d'affaires nouvelles en annexes. Elle serait aussi plus simple à appliquer.



Dispositions de transition

Lors de la première application, l'assureur doit notamment :

- Décomptabiliser tout coût d'acquisition différé.
- Mesurer ses portefeuilles de contrats d'assurance comme étant la somme :
 - des fulfilment *cash flows*,
 - d'une marge pour risque explicite,
 - de la part restante de la marge de service contractuelle.

Selon les principes d'IAS 8 (Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs), l'assureur doit ajuster les soldes d'ouverture de chaque élément comme si la nouvelle norme avait toujours été appliquée. Cependant, du fait de la complexité des opérations à mettre en oeuvre et la quantité d'informations nécessaires, une telle méthode n'est pas toujours possible. L'IASB propose donc aussi une méthode simplifiée.

L'enjeu réside dans la détermination de la part restante de la MSC lors de la première application de la norme. Il s'agit alors d'estimer :

- les *cash flows* attendus à la date de souscription comme étant ceux attendus à la date d'ouverture du premier exercice d'application de la norme ajustés des sinistres réglés depuis la souscription,
- l'ajustement pour risque à la date de souscription comme étant celui qui aurait été calculé à la date d'ouverture du premier exercice d'application de la norme (sans aucun ajustement),

- le taux d'actualisation qui aurait été appliqué à la date de souscription à partir de courbes de taux observables sur les 3 dernières années qui approximent celle qui aurait été appliquée à la souscription (si elles existent). L'effet cumulé des différences entre ces courbes et celle appliquée à la date de transition est constaté en OCI.

Re-désignation des actifs financiers selon les principes d'IFRS 9

- Requis mais non obligatoire

Les acteurs du marché ont favorablement accueilli ces nouvelles dispositions de transition.

- Elles permettent d'améliorer la comparabilité entre les contrats déjà en portefeuille lors de la transition et les souscriptions qui suivront.
- Une méthode complexe à mettre en oeuvre mais les bénéfices de cette approche semblent plus importants que les coûts.
- La norme comprend une option ouverte pour une méthode simplifiée.
- Le délai de 3 ans entre la date de publication et la date de première application permet de mieux se préparer aux changements qui s'annoncent profonds.
- Cependant, il est nécessaire de faire coïncider la date de première application des normes IFRS 4 et IFRS 9.



“

*IFRS 4 Phase 2 : un projet long et ambitieux
mais dans sa phase finale*

”

Impacts et Enjeux de l'application de la nouvelle norme

3

Conséquences de l'application de la norme IFRS 4 Phase 2

Préoccupations de l'IASB

Rédaction d'une norme exhaustive permettant...

- De répondre aux manquements de la phase 1 du projet actuellement en application.
- D'édicter des principes clairs d'évaluation, de comptabilisation et de présentation applicables à tous les contrats d'assurance.
- D'améliorer la comparabilité des compagnies entre elles à travers le monde.
- D'accroître la transparence des états financiers et renforcer la qualité de la communication envers les utilisateurs de ces états.

...En maximisant les bénéfices pour les assureurs par rapport aux coûts de mise en œuvre.

Points positifs

- Un modèle unique pour tous les contrats d'assurance.
- Prise en compte de l'interaction entre Actif et Passif pour les contrats participatifs.
- Avancées dans la lutte contre la volatilité du résultat (solution OCI et ajustement de la MSC).
- Amélioration de la comparabilité des contrats d'assurance (principe de rétroactivité et simplifications proposées).

Principales critiques

- *Mirroring Approach* trop complexe et non claire pour les contrats participatifs (distinction des flux selon leur degré de dépendance aux actifs).
- Application trop restrictive de la MSC comme absorbeur de choc.
- Présentation des primes et sinistres en P&L par le biais d'une approche Earned Premium Revenu peu claire.

Coûts d'implémentation trop élevés pour les bénéfices qui résulteraient de l'application de la norme

Communication financière rendue plus complexe

Source Optimind Winter

La communication multinorme : un enjeu majeur pour les compagnies

La communication avec les marchés financiers et la relation avec les investisseurs représentent une obligation fondamentale et stratégique pour toute compagnie cotée. Ces informations financières, publiées régulièrement, permettent de convaincre

du bien-fondé des stratégies décidées par les dirigeants et des moyens mis en œuvre pour les appliquer, d'autant plus en période de volatilité des marchés financiers.

Une communication accrue et plus complexe sous différents référentiels.

Référentiel	Réglementaire & Comptable IFRS	Prudentiel Solvabilité 2	Financier Embedded Value
Destinataires	Autorités de contrôles Investisseurs / Marchés financiers	Autorités de contrôles Investisseurs / Marchés financiers	Investisseurs / Marchés financiers
Objectifs	Reporting financiers Mesure de performance Bonne gestion de l'entreprise	Démontrer la capacité de l'assureur à faire face à ses engagements envers les assurés	Valorisation de l'entreprise
Socle commun de méthodes et de principes Valorisation à la juste valeur Vision prospective et calcul de Best Estimate Approche stochastique...			

Source Optimind Winter



Les enjeux sont multiples, il s'agit de :

- Maîtriser le passage de normes (d'IAS 39 à IFRS 9 et de la phase 1 à la Phase 2 d'IFRS 4) en limitant les *mismatches* comptables.
- Développer des modèles d'évaluation performants afin de mieux maîtriser la chaîne de création de valeur et d'assurer la cohérence inter-normes.
- Intégrer la future norme IFRS 4 dans des processus déjà existants (Solvabilité 2 / MCEV) afin de réduire les coûts de développement.

Impacts sur les modèles et processus d'établissement des comptes

Les évolutions de la norme IFRS 4 Phase 2, reposant sur une vision prospective des engagements de l'assureur, rapprochent les référentiels comptables et prudentiels d'une vision économique. Ainsi, profitant des avancées et de l'expérience acquise lors du développement des principes de Solvabilité II et MCEV, le chantier d'implémentation d'IFRS 4 Phase 2 doit passer par une analyse des convergences et divergences entre les référentiels afin d'identifier les principaux impacts sur les modèles et processus déjà élaborés pour Solvabilité II.

Ils concernent essentiellement le périmètre des flux qui doivent être pris en compte dans le calcul du *Best Estimate* ainsi que les hypothèses sous-jacentes (niveau de calcul, taux d'actualisation...). De plus, la notion de marge sur services contractuels est un concept qui n'a pas d'équivalent dans les autres référentiels. La nécessité de décomposer le contrat d'assurance et notamment d'isoler les composantes d'investissement soumises à IFRS 9 est aussi spécifique au référentiel comptable.

Les besoins de production passent alors par la nécessité de multiplier les bases de données et d'hypothèses. La gestion des systèmes d'informations et des environnements de stockage apparaît donc comme un véritable enjeu pour les compagnies.

L'objectif reste de produire les différentes mesures du passif selon les hypothèses spécifiques à chaque référentiel dans des délais de reportings raccourcis. Les informations à fournir s'avèrent être toujours plus nombreuses et complexes. Le processus d'établissement des reporting dont les destinataires sont multiples (Autorités de Contrôle, investisseurs ou Conseil d'Administration...) doivent donc s'accompagner d'un processus de contrôle et d'audit performant pour assurer la cohérence dans la mesure des passifs à travers les différents référentiels.

“

Les besoins de production passent alors par la nécessité de multiplier les bases de données et d'hypothèses. La gestion des systèmes d'informations et des environnements de stockage apparaît donc comme un véritable enjeu pour les compagnies.

”

4

Conclusion

IFRS 4 phase 2, un projet de longue haleine

Le projet d'établissement d'une norme spécifique au contrat d'assurance, marqué par une constante discussion entre l'IASB et les acteurs du marché, se révèle être long et complexe. Cependant, le projet atteint désormais la dernière ligne droite vers une norme définitive. Il est important de souligner que le référentiel IFRS se veut non seulement européen mais aussi mondial. En effet, le projet IFRS 4 Phase 2 (entre autres) s'inscrit aussi dans une volonté de convergence avec les US GAAP même si le travail s'avère être difficile.

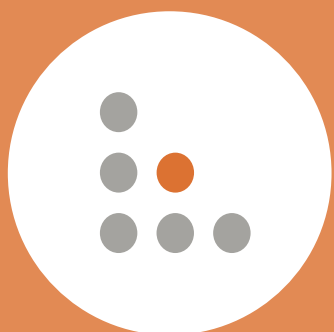
Cette norme attendue mais controversée va bouleverser les méthodes d'évaluation et de comptabilisation actuelles, induisant ainsi une adaptation de la communication financière et des utilisateurs des états financiers.

Le véritable enjeu qui s'impose aux assureurs réside dans la mise en oeuvre opérationnelle de la

nouvelle norme tout en limitant les coûts d'implémentation. Ce projet doit donc s'inscrire pour les compagnies européennes dans des projets tels que Solvabilité 2, passant par une rationalisation des outils et une étude de la convergence multinorme. L'objectif reste en effet la diffusion d'une information financière cohérente et efficace.



Tout savoir sur IFRS ?



Leader de l'actuariat conseil et de la gestion des risques en France, Optimind Winter constitue l'interlocuteur de référence pour les assureurs, mutuelles, administrations, banques et grandes entreprises qui souhaitent un partenaire métier de haut niveau les accompagnant dans leurs projets stratégiques. Éthique, déontologie, expertise, méthode, pragmatisme et investissement sont les valeurs clefs qui animent nos 180 collaborateurs, consultants experts pour la plupart, dont plus de 70 actuaires diplômés membres de l'Institut des Actuaires. Nos clients bénéficient ainsi des plus hautes expertises en gestion du risque associées à la qualité d'une signature de référence d'un des leaders européens en gestion des risques. Notre indépendance, garantie par un capital détenu uniquement par nos salariés et dirigeants, offre à nos clients la perspective d'une collaboration pérenne et engagée.

Optimind Winter vous apporte son expertise sur les métiers suivants :



Actuariat Conseil



Protection Sociale



Risk Management



Finance & Performance



Projet & Maîtrise d'Ouvrage

optimind winter ::

LOCAL OPTIMIZATION EUROPEAN MINDED

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site www.optimindwinter.com

Vos Contacts /

Éric Gaubert / directeur du développement / eric.gaubert@optimindwinter.com

Marine de Pallières / responsable de la communication / marine.depallieres@optimindwinter.com

T / +33 1 48 01 91 66

